

créée, mais il faut quand même le rembourser. Les banques à charte créent le crédit et le détruisent, mais ne créent jamais l'intérêt.

Monsieur le président, il est parfaitement normal de dire que si j'emprunte une poche de «patates» et que je les sème, je pourrai très facilement en remettre deux poches et même plus, parce qu'il est naturel et normal que les «patates» se multiplient. Mais, pour les «piastres», c'est absolument différent. Et, comme saint Thomas d'Aquin, je dis que les «piastres» ne peuvent pas faire de petits. En d'autres termes, prenons un cas concret...

**L'hon. M. Martin:** Vous parlez de Saint Thomas d'Aquin?

**M. Bélanger:** ...mais qui est le cas de toutes les industries. Prenons le cas d'un homme qui emprunte \$10,000, disons, à 5 p. 100 et qui l'investit dans le commerce de la chaussure. Cet homme met donc en circulation \$10,000, et il s'engage à en rendre \$10,500 au bout d'une année, lui qui ne dispose que de \$10,000. C'est impossible et «anti-arithmétique» que d'aller chercher \$10,500. Mais si notre homme peut réussir à aller chercher ses \$10,500, ce sera grâce à beaucoup de facteurs, et aussi parce que quelqu'un fera faillite. Finalement, on créera une dette qui, à son tour, portera intérêt, et ainsi de suite. Ce cercle vicieux va s'agrandissant et les dettes s'amoncellent.

Le fait que tout argent en circulation est de l'argent qui a été emprunté un jour et qui porte intérêt, cela veut dire que tous ceux qui mettent de l'argent en circulation veulent en retirer plus qu'ils n'en ont mis. C'est une impossibilité physique et c'est cela qui finit par causer de la surproduction et des dettes. Je dirai plutôt que c'est de la sous-consommation et, par ricochet, le chômage. D'autre part, il ne faudrait pas conclure que nous sommes contre l'intérêt sur les prêts aux individus; non, et c'est justement parce que nous ne sommes pas contre cela que nous préconisons une réforme monétaire qui prendrait soin de ce problème et qui a déjà été exposée d'ailleurs, en cette Chambre.

Monsieur le président, permettez-moi de dire au gouvernement qu'il y a moyen de régler le problème du chômage. Mais si cela lui fait peur d'envisager tout d'un coup le problème du chômage, eh bien, qu'il essaie au moins de régler le problème du chômeur.

Pour comprendre ce qu'est le problème du chômeur, on n'a qu'à comparer deux chômeurs. Le premier est un chômeur de par sa propre volonté. Supposons que, grâce à certaines circonstances, ses parents lui ont laissé assez d'argent pour lui permettre de vivre honorairement, mais sans travailler. Celui-là,

[M. Bélanger.]

personne n'ira lui reprocher de ne pas travailler. Pour lui, point n'est besoin de rappeler la fameuse loi du travail de la Genèse: «Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front», car cela ne s'applique pas dans son cas. Notre chômeur n° 1 fait vivre sa famille, il n'a pas de problèmes financiers, il est heureux et ne cause aucun souci au gouvernement.

Mais notre chômeur n° 2, lui, il ne travaille pas parce qu'il ne peut se trouver de travail. Il n'a pas d'argent, il est obligé d'aller se mettre à genoux pour obtenir une pitance, et le gouvernement le met presque à nu pour s'assurer, par ses enquêtes, qu'il est bien à la veille de crever de faim. Et, avant de lui donner quelque chose, on lui dit de ne pas trop en demander, car dans la Genèse, il est écrit: «Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front». Là, cela s'applique dans son cas, et avec sa pitance, il empêche tout juste sa famille de crever. Cela devient un problème cruel pour lui, et lui, il constitue vraiment un problème pour la société. Pourtant, monsieur le président, mes deux chômeurs sont deux êtres humains identiques, ayant deux familles semblables. La seule différence entre les deux, et ce qui fait le bonheur de l'un et le malheur de l'autre, c'est que l'un a de l'argent et l'autre n'en a pas.

Donc, pour le gouvernement, la solution logique, c'est d'essayer de régler ce problème en augmentant le pouvoir d'achat du deuxième, et les deux seront heureux. Ça c'est la solution créditiste. La solution des autres partis, y inclus les socialistes et communistes, jusqu'à maintenant, a consisté à enlever au premier, au moyen des taxes, pour donner au deuxième. De cette façon, au lieu de distribuer l'abondance, on distribue la pauvreté et l'on tend au nivellement par le bas de la société.

C'est pourquoi nous avons proposé à nos électeurs, lors de la dernière campagne électorale—et nous le demandons maintenant au gouvernement—d'établir le plus rapidement possible le programme audacieux dont je veux rappeler ici quelques articles, que je considère des plus pressants.

Une des raisons pour lesquelles nous avons jusqu'à présent appuyé le gouvernement actuel, c'est que nous voulions lui offrir l'opportunité de venir rapidement en aide à la population des chômeurs qui attendent beaucoup de lui, et que sa survivance à lui, le gouvernement, est liée dans une forte proportion aux mesures qu'il adoptera d'ici une couple de mois.

C'est pourquoi, monsieur l'Orateur, nous, de ce coin-ci de la Chambre, réclamons pour le peuple:

- 1°—le relèvement des allocations familiales;
- 2°—le relèvement des pensions de vieillesse et l'abaissement de l'âge d'admissibilité à